

[Text]

with him. I am constantly under threat to be accountable to member churches.

I agree with you, Mr. Cullen, that who speaks for whom is always a difficult question. Is the board of a bank responsible to its depositors? How much are they? They are not even obliged to disclose to which corporations or countries they give loans. None of the Canadian governments has disclosed loans to foreign governments, for example.

The academic community is the same, and in that sense, I agree our process may not be perfect. But we are obliged to be responsible to our membership. Of course, every time we make decisions or issue pronouncements, lots of people do not like it and I am the one who receives a lot of phone calls. But we have to make decisions at one point, and certainly my MP, who lives in Toronto, is not representing me. Now, in that sort of situation, one has to make decisions somewhere, and we do our best.

Rev. Foster: I would like to respond regarding tightness of wording and so on. Although we are not a highly qualified legislative or legal group in terms of our task force and the human rights group and the council and so on, I find it difficult to believe we could not find narrower phrases or more specific phrases than "foreign influenced activities". Even to say "foreign directed activities" tightens it up slightly.

Mr. Cullen: That is the wording which has been brought down by the Solicitor General, by the department, and put into the Bill.

• 1640

You say that is not specific enough; you want something tighter. I am saying tell us specifically what because even if the minister does not want it at least it is something to be rejected.

Rev. Foster: Yes. Well, if you even change "influenced", which is a very vague word, to "directed", which is more specific, I think that is a positive suggestion. You may be able to go me one better.

Mr. Cullen: The next time you are writing a brief do that for us because it will be . . . When I say "for us" I am not talking about the government; I am talking about those of us who sit around this table trying to come up with answers.

I know that as a Minister Mr. Allmand was going over legislation for your own department. You had a lot of questions trying to get things put in their place.

[Translation]

église, il leur suffit de ne plus faire de dons. Je suis entièrement d'accord avec cette théorie. Je suis constamment soumis à la menace de devoir rendre des comptes aux églises membres.

Je reconnais avec vous, monsieur Cullen, qu'il est extrêmement difficile de savoir qui parle au nom de qui. Dans quelle mesure le conseil d'administration d'une banque doit-il rendre des comptes à ses déposants? Il n'est même pas tenu de divulguer à quelles sociétés commerciales ou à quels pays des prêts ont été consentis. À titre d'exemple, jamais un gouvernement du Canada n'a révélé de renseignements concernant des prêts consentis à des gouvernements étrangers.

C'est la même chose dans les milieux universitaires et en ce sens, je reconnais que notre démarche n'est peut-être pas parfaite. Nous devons tout de même respecter nos engagements vis-à-vis de nos membres. Chaque fois que nous prenons des décisions ou que nous rendons publique une prise de position, bien des gens sont mécontents et je suis inondé d'appels téléphoniques. Vient un moment où il faut prendre des décisions; il est certain en tout cas que mon député, qui vit à Toronto, ne me représente pas adéquatement. En pareilles circonstances, il faut que quelqu'un, quelque part, prenne une décision; nous, nous faisons tout ce que nous pouvons.

Le Rév. Foster: J'aimerais ajouter quelque chose au sujet de la portée restrictive du libellé et des choses de cette nature. Il est bien évident que vous ne trouverez pas au sein de notre groupe de travail, du groupe de travail sur les droits de la personne, ou au sein du Conseil lui-même, des compétences inégalées en matière de connaissances législatives et de rédaction juridique; il me semble tout de même difficile de croire que l'on n'a pas pu en arriver à un libellé plus précis, à des phrases moins englobantes que «les activités influencées par l'étranger». En disant simplement «activités dirigées de l'étranger», on limiterait un peu la portée de cet article.

M. Cullen: C'est la formule qui a été imposée par le solliciteur général et de son ministère et intégrée au projet de loi.

D'après vous, cela n'est pas assez précis, vous voulez quelque chose de plus restrictif. Je vous demande donc ce que vous entendez par là car même si le ministre n'en veut pas, on saura au moins ce qu'il aura rejeté.

Le Rév. Foster: Oui. Et bien, si vous remplacez le terme «influencé», qui est très vague par «dirigé», qui est plus précis, cela serait à mes yeux une amélioration. Vous pourrez même aller plus loin que moi.

M. Cullen: La prochaine fois que vous rédigerez un mémoire, faites-le pour nous, car cela sera . . . Lorsque je dis «pour nous», je ne songeais pas au gouvernement, mais bien plutôt à ceux qui se trouvent autour de cette table et qui essaient de trouver des solutions.

Je sais que lorsqu'il était ministre, M. Allmand revoyait les projets de loi de son propre ministère. Vous posiez beaucoup de questions afin que tout soit à sa place.